

sécurité sociale que nous préconisons permettrait d'abolir, par exemple, à peu près tous les bureaux d'assistance et de bien-être social et d'éviter les dépenses extravagantes qui se font dans la plupart des provinces. Je soutiens qu'au delà de 50 p. 100 des fonds consacrés au bien-être social sont versés aux bureaucrates chargés de l'administration des régimes provinciaux.

Ces gens-là s'offusquent, si le gouvernement fédéral intervient, même s'il paie 50 p. 100 des sommes. Je trouve cela absolument intolérable. On s'organise des bureaux, et c'est fantastique de voir cela. On assure un meilleur service dans ces bureaux-là que dans ceux des députés fédéraux. On consacre des sommes considérables à alimenter une administration où, dans la plupart des cas, on oublie l'assisted social, celui qui est réellement dans le besoin.

Je dis donc que le programme de sécurité sociale assurée à tous et à chacun éliminerait la bureaucratie écrasante, qui nuit bien plus qu'elle n'aide. Cela créerait certainement des surprises. Un fonctionnaire, par exemple, qui est au service du bien-être social et qui touche \$18,000, \$20,000 ou \$25,000 par année, comme sous-ministre ou comme chef de département, serait peut-être un peu dérangé, mais doit-on déranger toute une population plutôt qu'un fonctionnaire ou un bureaucrate? C'est là la question qu'il faut se poser.

Je suis d'avis qu'un programme de sécurité sociale national éliminerait toutes ces dépenses, même les prestations d'assurance-chômage, parce qu'un chômeur recevrait autant au titre de la sécurité sociale qu'il reçoit actuellement à d'autres titres. Et il aurait le droit de travailler en plus de toucher une allocation en vertu du programme de sécurité sociale.

A mon avis, les députés, le gouvernement, les gens intéressés à la chose publique devraient étudier sérieusement l'établissement d'un programme qui aiderait tout le monde, et non pas seulement une catégorie de gens au détriment d'une autre.

En anglais, on dit: «Take away from those who have something in order to give to others who have nothing. Take away from the haves to give to the have nots». Je le dis souvent. «At the end you will have all kinds of have nots and no more haves in this country. And it is exactly what is going to happen».

Or, nous avons la possibilité d'émettre les crédits nécessaires au développement de notre pays. C'est tellement vrai que, comme je le disais tantôt, le premier ministre et le ministre des Finances l'ont confirmé jeudi dernier, lorsqu'ils ont annoncé leur fameux programme d'aide aux municipalités et aux provinces. Nous ne nous opposons pas à ce qu'on aide les provinces et les municipalités; nous nous opposons toutefois à ce que ce milliard-là équivaille à une dette envers quelques énergumènes qui n'ont jamais rien bâti au Canada, sauf des dettes, pour endetter ceux qui bâtiennent le Canada.

Nous voudrions, nous, un gouvernement responsable qui utiliserait les services de notre banque nationale, la Banque du Canada, qui n'a pas été créée pour le plaisir d'être créée! A ce jour, elle ne remplit pas son rôle.

Le très honorable Mackenzie King—qui est quand même le père spirituel de tous les députés ministériels—ne disait-il pas, en 1935: Une fois qu'une nation s'est départie du contrôle de son crédit ou de son argent, il importe peu qui fait les lois de cette nation. Une fois au contrôle, l'usure ruinera n'importe quelle nation! Et le Canada est compris là-dedans. C'est tellement vrai, que plus on adopte de lois, plus on «tripote» dans les budgets, plus on

[M. Caouette.]

présente des mini-budgets et des gros budgets, plus on est embêté.

On déclarait, la semaine dernière, que si les choses vont mal au Canada, si le nombre des chômeurs a augmenté durant le mois de septembre, cela est dû à la surtaxe de 10 p. 100 que les Américains ont imposée sur les exportations canadiennes vers les États-Unis. Or, le même jour, quelques heures plus tard à peine, on pouvait lire dans les journaux d'Ottawa et de Hull que malgré la surtaxe de 10 p. 100, nos exportations vers les États-Unis avaient augmenté de 9 p. 100 au cours de septembre. Depuis, la taxe est imposée et le nombre de chômeurs a augmenté quand même! Il y a de l'inconséquence là-dedans.

Monsieur le président, utilisons les services d'une banque qui a été créée pour nous, soit la Banque du Canada! Ce n'est pas de la démagogie, c'est notre banque. Au lieu d'aller aux États-Unis, allons voir M. Rasminsky et disons-lui que c'est le Parlement qui est souverain, et non pas la Banque du Canada. C'est à nous qu'il appartient de décider, et au lieu d'aller chercher le milliard de dollars chez les Américains, faisons-le imprimer par M. Rasminsky. Cela aurait plus de valeur, parce qu'il en coûterait moins cher de créer notre propre crédit pour financer nos commissions scolaires, nos municipalités et nos provinces.

A ce moment-là, monsieur le président, nous pourrions dire que l'utilisation de cette banque favoriserait l'instauration d'un régime véritable de sécurité sociale, en vertu duquel il n'y aurait plus de discrimination à l'égard des diverses classes sociales, au Canada. Nous pourrions, comme conséquence logique, garantir à tous la sécurité économique, dans la liberté personnelle. C'est ce à quoi tiennent mes collègues du Crédit social, c'est ce à quoi nous visons depuis que nous siégeons ici, et c'est ce pour quoi nous invitons nos collègues à étudier ce programme sérieusement et objectivement.

Si les libéraux sont d'accord, je vais voter comme eux. Si les conservateurs sont aussi d'accord, ils n'ont qu'une chose à faire: venir siéger dans nos rangs. Évidemment, les députés du Nouveau parti démocratique y gagneraient fortement en devenant créditistes.

M. Trudel: Monsieur le président . . .

M. le président: L'honorable député de Montréal-Bourassa désire-t-il poser une question?

M. Trudel: Monsieur le président je désire poser une question à l'honorable député de Témiscamingue.

M. le président: L'honorable député de Témiscamingue permet-il qu'on lui pose une question?

M. Caouette: Oui, monsieur le président.

M. Trudel: La semaine dernière, monsieur le président, l'honorable député prononçait un discours au cours duquel il mentionnait son programme de sécurité sociale à l'intention de tous les Canadiens. Cette semaine, il prononce un autre discours où il parle encore de sécurité sociale. Cela est très compliqué et, d'après ce que je peux comprendre, il a cité des chiffres de \$1500 et de \$2500 pour une famille, et de \$250 par enfant. La semaine dernière, il ne semblait pas avoir confiance aux économistes canadiens et il disait qu'il ferait faire des recherches qui lui permettraient d'établir ce qu'il en coûterait aux Canadiens pour un tel programme, qui semble bien clair dans son esprit.